

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERAY Sarl (ISDI)

Route de Châtellerault
Vilaines
36000 Châteauroux

Références : VI 13/11/2025 UD36 (TD)
Code AIOT : 0010012971

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement FERAY Sarl (ISDI) implanté LES VARENNES 36250 SAINT-MAUR. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERAY Sarl (ISDI)
- LES VARENNES 36250 SAINT-MAUR
- Code AIOT : 0010012971
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une ancienne carrière exploitée à ciel ouvert qui a été transformée en installation déstockage de déchets inertes, située sur le territoire de la commune de Saint Maur (Indre) au lieu-dit "Les pièces de Parçay". L'arrêté préfectoral du 28 octobre 2016 autorise l'entreprise FERAY à exploiter une installation déstockage de déchets inertes. Les déchets proviennent en quasi totalité des chantiers de la Société FERAY. Depuis août 2023, le site Entrepise FERAY (ISDI) n°Aiot 0010012971 est géré par un nouvel exploitant SAS PANG représenté par M. NDAW Gorgui.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 11	Sans objet
4	Gestion incendie	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 12	Sans objet
5	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	Sans objet
6	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 18	Sans objet
7	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	Sans objet
8	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22	Sans objet
9	Déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28	Sans objet
10	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :I. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.).II. -

<p>Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées.III. - Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.IV. - Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées, des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installation classées constate que l'exploitant prend toutes les dispositions pour prévenir les envols de poussières et matières diverses. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules son réalisé et entretenu de manière adéquate à l'exploitation du site. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Un laveur de roues est disponible sur site si nécessaire et la sortie de l'exploitation ne s'effectue pas directement sur une route départementale, mais sur un chemin empierré qui permet une transition entre la sortie du site et la route départementale.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société Feray prend les dispositions appropriées à l'intégration paysagère du site. L'inspection constate notamment la mise en place de merlons de terre. Le site est entretenu de manière adéquate à l'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes (ISDI).</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions constructives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte privée ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'entrée du site est suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation n'occasionne pas de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation au vu du dimensionnement des voies et du sens de circulation. Le jour de la visite il n'y a pas d'activité sur le site.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Gestion incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, gestion incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le registre de vérification périodique et de maintenance sont disponibles sur site.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société Feray a transmis à l'inspection par courriel en date du 18/11/2025 le registre de sécurité pour la vérification des extincteurs. La dernière vérification, effectuée par la société France Protection Incendie a été réalisée le 29/07/2025.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Règles d'exploitation du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16</p>
--

Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation
Prescription contrôlée : L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.
Constats : L'inspection constate que l'entrée du site est fermée à clé par une barrière munie d'un cadenas. Le site est fermé en périphérie par une clôture et par des merlons de terre permettant d'empêcher le libre accès au site. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation
Prescription contrôlée : Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.
Constats : L'Inspection des installations classées constate, lors de la visite, aucun brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation
Prescription contrôlée : Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de

son représentant.
Constats : <p>La société Feray présente l'exploitation de son site à l'inspection des installations classées, il confirme que le déchargement ne se fait pas directement dans la fosse. L'inspection constate qu'une zone de contrôle est identifiée afin de permettre un contrôle visuel avant enfouissement. Seul le personnel de l'entreprise Feray a accès au site et l'exploitant confirme à l'Inspection qu'ils n'ont pas eu de dépôts sauvages dernièrement. Le jour de la visite il n'y a pas d'activité sur le site.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés :- l'identification de l'installation de stockage ;- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;- les jours et heures d'ouverture ;- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.</p>
Constats : <p>L'inspection constate la présence d'un panneau de signalisation et d'information placé à proximité immédiate de l'entrée principale répondant aux prescriptions.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur</p>

élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.

Constats :

L'inspection constate que la société Feray a mis en place un tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. Les déchets sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution puis ils sont ensuite traités dans une filière appropriée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. [...] [...] Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m²/j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.

L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.[...]

Constats :

L'exploitant transmet à l'inspection le jour de la visite le rapport concernant les mesures de retombées de poussières dans l'environnement d'une installation de stockage de déchets inertes élaboré par le bureau d'étude ENCEM en juin 2025. Dans la synthèse des résultats, le bureau d'étude ENCEM confirme que les concentrations sont inférieures à 200 mg/m²/jour (valeur à ne pas dépasser fixée par l'arrêté ministériel de prescriptions applicables à l'ISDI). Les teneurs mesurées sont faibles et varient entre 49,87 mg/m²/jour et 107,42 mg/m²/jour.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite